



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 01/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**HUTCHINSON**

20 rue des Martyrs  
BP 423  
37300 Joué-Lès-Tours

Références : 2024 / 819/VAT20240595  
Code AIOT : 0010000685

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement HUTCHINSON implanté 20, rue des Martyrs BP 423 37304 Joué-lès-Tours. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a eu lieu pendant le contrôle inopiné des installations de refroidissement (prévention de la légionellose).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HUTCHINSON
- 20, rue des Martyrs BP 423 37304 Joué-lès-Tours
- Code AIOT : 0010000685

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Filiale du groupe TOTAL, la société HUTCHINSON est implantée depuis 1962 sur la commune de Joué-lès-Tours. Elle est spécialisée dans la fabrication de courroies de transmission, poulies découpleuses, tendeurs et poulies thermodures pour les secteurs de l'automobile et de l'industrie. Il est à noter que l'activité de fabrication de tuyaux pour le transfert de fluides industriels (secteur FMS), auparavant exercée sur le site, est arrêté depuis avril 2021. L'arrêt de cette activité n'a pas modifié la situation administrative du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Seuls les critères quantitatifs des rubriques de classement sont impactés, à la baisse. Actuellement, environ 450 personnes sont employées sur le site, en 3x8, sur 5 jours. L'établissement est notamment soumis au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2921 : Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle. Deux circuits de refroidissement soumis au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2921 sont notamment exploités au sein de l'établissement.

#### Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Maintien en bon état de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2.	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
3	Nettoyage préventif de l'installation – Fréquence	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. c)	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
4	Nettoyage préventif de l'installation – Risque	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. c)	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
5	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. b)	Demande d'action corrective	60 jours
7	Formation à la prévention de la légionellose	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Demande d'action corrective	60 jours
9	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 2.	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification point de	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. b)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	prélèvement		
6	Plan des installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 2.	Sans objet
8	Fréquence de révision de l'AMR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1.	Sans objet
10	Respect du délai de 48 heures prélèvement/injection ponctuelle de biocide	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. b)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Identification point de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 3. b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le point de prélèvement de chacun des deux circuits est convenablement repéré.</p> <p><b>Pas d'écarts constatés.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Maintien en bon état de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.
<b>Constats :</b>  Les parties extérieures qui ont pu être observées présentent un bon état de surface. Pour les parties intérieures, l'exploitant a présenté le compte-rendu d'intervention n° 3570099 édité par la société ORTEC suite aux opérations de pompage et nettoyage, du bassin et des TARs, réalisées le 23/08/2023. Ce compte rendu ne précise pas : <ul style="list-style-type: none"> <li>• si l'opération a été réalisée sur les deux circuits (le circuit « TOUR BASSIN NORD » comprenant 5 TARs et le circuit « TOUR DEV. » comprenant une TAR) ;</li> <li>• quel est l'état intérieur de chacune des TARs et le cas échéant les opérations de maintenance correctives à réaliser en présence de corrosion ou dégradations.</li> </ul> <b>L'exploitant doit justifier du bon état interne de chacune des TARs et des autres parties des circuits susceptibles de favoriser le développement de légionelles.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

### N° 3 : Nettoyage préventif de l'installation – Fréquence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. c)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.
<b>Constats :</b>  Circuit « TOUR BASSIN NORD » : La dernière intervention de nettoyage des TARs et du bassin est renseignée dans le carnet de suivi ; intervention du 27 au 29/12/2023. Pas d'écart sur ce point.  Circuit « TOUR DEV. » : Les éléments permettant de vérifier la date de réalisation de la dernière intervention de nettoyage de la TAR de ce circuit n'ont pas pu être consultés. <u>A justifier.</u>

<b>L'exploitant doit justifier que la TAR du circuit « TOUR DEV. » est nettoyée annuellement.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 4 : Nettoyage préventif de l'installation – Risque

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. c)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.
<b>Constats :</b>  La procédure « CSE 006 » mentionne l'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour l'opération de nettoyage des TARs. La procédure en rapport n'a pas pu être consultée.  <b>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la procédure particulière prenant en compte le risque de dispersion de légionelles lors de l'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage, notamment les moyens de protection à mettre en place afin de prévenir tout risque d'émission d'aérosol dans l'environnement.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 5 : Stratégie de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 2. b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.

En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés. [...]

#### Constats :

Au vu des Fiches de stratégie de traitement et des explications de l'exploitant, la stratégie de traitement préventif en place est la suivante :

Circuit « TOUR BASSIN NORD » :

- SPECTRUS NX1164 : biocide non oxydant ; Injection de 1,3 L par jour environ (en fonction de la consommation d'eau d'appoint relevée par compteur) en dosage manuel pour un dosage cible en circuit de 50g/m<sup>3</sup>.
- SOUDE à 30 % : Contrôle du pH ; Injection de 2 L par jour en dosage manuel pour un dosage cible en circuit de 30g/m<sup>3</sup>.

Circuit « TOUR DEV. » :

- SPECTRUS NX1164 : biocide non oxydant ; Injection de 50 ml, par m<sup>3</sup> d'eau d'appoint, tous les 3 jours en dosage manuel pour un dosage cible en circuit de 50g/m<sup>3</sup>.
- AQUALEAD MF 315 : Anti-tarte et anti-corrosion ; Injection de 40 ml, par m<sup>3</sup> d'eau d'appoint, tous les 3 jours en dosage manuel pour un dosage cible en circuit de 100g/m<sup>3</sup>.
- Il n'est pas mentionné dans la fiche de stratégie de traitement, pour ces deux produits, que la dose à injecter doit être calculée en fonction du volume d'eau d'appoint.

Chacune des deux fiches de stratégie de traitement fait apparaître notamment :

- les produits utilisés de manière préventive,
- leurs caractéristiques et modalités d'utilisation,
- les produits de décomposition mais sans préciser les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés et sans préciser le nom d'usage du produit de décomposition CH<sub>2</sub>NH<sub>2</sub>HCl,
- que les produits utilisés sont compatibles,

- un usage de biocide non oxydant en traitement préventif suite à des contraintes techniques (métallurgie, process...) mais sans justifier qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

La fiche de stratégie de traitement de l'eau du circuit « TOUR DEV. » ne précise pas que le dosage des produits de traitement doit être calculé en fonction du volume d'eau d'appoint.

Les fiches de stratégies de traitement ne précisent pas les valeurs de concentration auxquelles sont rejetés les produits de décomposition et ne précisent pas le nom d'usage du produit de décomposition  $\text{CH}_2\text{NH}_2\text{HCl}$ .

Les fiches de stratégie de traitement ne justifient pas de l'impossibilité de mise en place d'une stratégie de traitement préventif alternative à celle en place à base de biocide non oxydant.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### **N° 6 : Plan des installations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la légionellose

#### **Prescription contrôlée :**

[...]

Sont annexés au carnet de suivi :

- le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;

[...]

#### **Constats :**

Les plans présentés pour chacun des circuits identifient le lieu de prélèvement pour analyse, les lieux d'injection des traitements chimiques.



Pas d'écarts constatés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Formation à la prévention de la légionellose

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionellose

Prescription contrôlée :

L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent à minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

[...]

Constats :

La formation des personnels de la société ENGIE, en charge de la maintenance de l'installation, pouvant intervenir sur le site est conforme à l'attendu : renouvellement périodique à jour et contenu de la formation conforme à l'attendu.

La personne désignée comme référent de l'installation a suivi la formation en 2010. Le recyclage de sa formation n'a pas été réalisé dans le délai réglementaire de 5 ans, néanmoins celui-ci est prévu en novembre 2024.

L'exploitant a présenté le bon de commande en date du 20/09/2024 pour une formation relative au risque pouvant être engendré par les légionelles : formation prévue le 13/11/2024.

**Le recyclage de la formation aux risques « Légionelles » de la personne référente de l'installation n'a pas été réalisé dans le délai réglementaire.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 8 : Fréquence de révision de l'AMR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'AMR a été révisée, pour les deux circuits, le 1<sup>er</sup> mars 2023 et le 18 septembre 2024.</p> <p><b>Pas d'écarts constatés.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Carnet de suivi**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;</li> <li>• les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;</li> </ul> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b>

<p>Les volumes d'eau consommés mensuellement pour chacun des deux circuits sont répertoriés dans un document dédié.</p> <p>L'exploitant a précisé les volumes d'eau rejetés annuellement pour chacun des deux circuits. <u>Toutefois, l'exploitant n'a pas présenté le document du carnet de suivi répertoriant les volumes d'eau rejetés mensuellement.</u></p> <p>Les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année pour chacun des deux circuits sont répertoriés dans un document dédié.</p> <p>L'exploitant a présenté le document répertoriant les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur le circuit « TOUR BASSIN NORD », notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative réalisées. <u>Le document concernant le circuit « TOUR DEV. » n'a pas été présenté.</u></p> <p><b>L'exploitant doit justifier que le carnet de suivi précise les volumes d'eau rejetés mensuellement pour chacun des deux circuits.</b></p> <p><b>L'exploitant doit justifier que les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur le circuit « TOUR DEV. » sont répertoriées dans le carnet de suivi.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 10 : Respect du délai de 48 heures prélèvement/injection ponctuelle de biocide**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 &gt; I. 3. b)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la légionellose</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant la période 2023-2024, l'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas eu d'injection ponctuelle de biocide sur l'installation du fait de l'absence de dérive des résultats d'analyses légionelles de l'eau de circuit.</p> <p>L'exploitation des déclarations réalisées dans l'outil GIDAF montre pour cette période que les résultats sont conformes : tous inférieurs à 1000 UFC/L.</p> <p>Par ailleurs, suite au redémarrage de l'installation le 01/01/2024, après l'entretien annuel réalisé fin 2023, l'exploitant a respecté le délai d'au moins 48 heures avant le prélèvement de l'eau de circuit pour analyses des légionelles (prélèvement réalisé le 04/01/2024).</p>

Pas d'écarts constatés.

Type de suites proposées : Sans suite